



*Présidence française du Conseil de l'Union européenne*

**CONFERENCE DES CHEFS DE COURS SUPREMES DES ETATS MEMBRES DE  
L'UNION EUROPEENNE**

*21 février 2022*

**Note de présentation de l'atelier organisé par la Cour de cassation  
« La protection des droits fondamentaux : les enjeux de l'articulation du droit national et  
des droits européens »**

**ELEMENTS INTRODUCTIFS**

La présente note a pour objet d'introduire le sujet de l'atelier consacré à la protection des droits fondamentaux et plus particulièrement aux enjeux de l'articulation du droit national et des droits européens en ce domaine, en mettant en lumière certaines questions susceptibles d'être abordées.

Thème à l'intersection du droit international et du droit interne, l'articulation des normes nationales et internationales au regard de la protection des droits fondamentaux soulève des questions complexes, que renouvelle le phénomène d'internationalisation du droit. En effet, si, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les traités internationaux visaient essentiellement à régler les rapports entre Etats, les dernières décennies ont vu l'émergence et la multiplication de normes internationales s'adressant directement aux individus, entraînant leur invocation croissante dans les litiges portés devant les juridictions nationales et leur application, désormais fréquente, par le juge interne. Ce constat vaut tout particulièrement pour les instruments relatifs à la protection des libertés et droits fondamentaux.

Traditionnellement attachés à la défense des valeurs correspondantes au plan international, les Etats européens ont entrepris de construire un édifice juridique « régional », constitué, selon le cas, d'un ordre juridique intégré et d'un système conventionnel incluant, l'un comme l'autre, un échelon juridictionnel supranational.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est par la voie conventionnelle qu'a débuté la construction de l'Europe des droits de l'homme avec l'instauration, le 5 mai 1949, du Conseil de l'Europe, suivie de l'adoption, le 4 novembre 1950, de la Convention de sauvegarde des droits de

l'homme et des libertés fondamentales, et de l'institution, le 21 janvier 1959, de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Parallèlement, un mouvement de constitutionnalisation des droits et libertés fondamentaux s'est développé au sein des Etats.

Historiquement centrée sur les matières économique et sociale, la construction de l'Union européenne n'en a pas moins reposé, dès l'origine, sur l'idée de paix entre les Etats membres, à laquelle contribuent, de façon essentielle, la promotion et la protection de l'état de droit comme des principes et valeurs qui en sont les composantes. Ainsi que l'a affirmé la Cour de justice des communautés européennes dès son arrêt *Nold* du 14 mai 1974<sup>1</sup> : « [L]es droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont [la Cour de justice] assure le respect ».

Jusqu'en 2000, toutefois, aucun instrument juridique communautaire n'était spécifiquement dédié aux libertés et droits fondamentaux. Une disposition introduite par le Traité sur l'Union européenne, dit Traité de Maastricht (7 février 1992), figurant désormais à l'article 6-3, reconnaît que « les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux ».

Une étape supplémentaire dans la constitutionnalisation progressive des droits fondamentaux au sein de l'ordre juridique de l'Union européenne a été franchie avec la proclamation conjointe par le Conseil, le Parlement européen et la Commission, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lors du Conseil européen de Nice, les 7-10 décembre 2000. Dotée d'une portée juridique identique à celle des traités, et comme telle, juridiquement contraignante, par l'effet de son annexion au Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009, cette Charte rassemble en un texte unique l'ensemble des droits individuels, civiques, politiques, économiques et sociaux reconnus au bénéfice des citoyens de l'Union.

Lors de son adoption, de nombreuses interrogations se sont fait jour quant à son articulation avec les autres instruments de protection des droits fondamentaux, tant internes qu'internationaux, en particulier avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à laquelle est partie l'ensemble des Etats membres de l'Union. A cette fin, plusieurs clauses d'articulation ont été insérées dans le texte même de la Charte :

- une clause d'équivalence des droits, en vertu de laquelle, « dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention » (article 52, §3) ;
- une clause d'harmonie constitutionnelle, qui énonce que, « dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions

---

<sup>1</sup> Affaire C-4/73, *J. Nold, Kohlenund Baustoffgroßhandlung c. Commission des Communautés européennes*, arrêt du 14 mai 1974.

constitutionnelles communes aux États membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions » (article 52, §4) ;

- une clause de standard minimum, aux termes de laquelle « aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, ou tous les États membres, et notamment la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les Constitutions des États membres » (article 53).

Une vingtaine d'années après la proclamation de la Charte et une dizaine d'années après que lui a été conférée une valeur juridique contraignante, il peut être constaté qu'une large part des interrogations évoquées plus haut est désormais dissipée et que, par l'effet des interprétations qu'en a retenues la Cour de justice de l'Union européenne, ce texte a contribué très substantiellement à l'émergence d'une protection autonome des droits fondamentaux par le droit de l'Union européenne.

Il n'en est pas moins vrai que l'articulation entre droit national et droits européens, dans une perspective de protection des droits fondamentaux, pose encore questions.

Pour justifier de l'incompatibilité de l'accord d'adhésion de l'Union européenne à la CEDH avec plusieurs stipulations du Traité sur l'UE et le protocole (n° 8) UE, dans son avis 2/13 du 18 décembre 2014, la CJUE a notamment énoncé qu'« en ne prévoyant rien quant à l'articulation entre le mécanisme institué par le protocole n° 16 et la procédure de renvoi préjudiciel prévue à l'article 267 TFUE, l'accord envisagé [était] susceptible de porter atteinte à l'autonomie et à l'efficacité de cette dernière ». Ce point est au nombre de ceux auxquels le groupe de négociation sur l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne – dont les travaux ont repris depuis le début de l'année 2020 – devra apporter réponse.

Le dialogue des juridictions européennes et nationales constitue un moyen, à disposition des juges, pour assurer la liaison du droit national et des droits européens. Le mécanisme du renvoi préjudiciel, prévu à l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les demandes d'avis fondés sur le Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2018, en sont les principaux outils.

Ce dialogue ne revêt pas seulement une forme procédurale. La volonté d'assurer une liaison harmonieuse des droits a, en effet, conduit au développement d'échanges institutionnels, par nature plus libres et plus informels. C'est ainsi, notamment, que la CJUE et la CEDH ont, chacune pour ce qui la concerne, créé un réseau des cours supérieures qui les relie à leurs membres respectifs – le Réseau des cours supérieures et le Réseau judiciaire de l'Union européenne. La création du Réseau des Présidents de cours suprêmes judiciaires de l'Union européenne relève de la même volonté.

Pris en leur ensemble, ces éléments contribuent tant à structurer qu'à favoriser les rapports entre les systèmes nationaux et européens dans la mise en œuvre de la protection des libertés et droits fondamentaux. Ils participent ainsi de l'affirmation d'un état de droit européen dont les citoyens des Etats membres sont les premiers bénéficiaires.

### **OBJECTIF, PERIMETRE ET ENJEUX DES DEBATS**

Sans prétendre à l'exhaustivité, les principales problématiques juridiques et les enjeux essentiels de l'atelier seront évoqués ici. Les constats provisoires proposés ont naturellement vocation à être complétés et, s'il y a lieu, redressés, à la faveur des informations, des illustrations, des commentaires et des analyses que sont invités à livrer les participants à l'atelier.

L'objectif assigné à l'atelier est, en favorisant dialogue et échange d'expériences, d'identifier et d'approfondir les enjeux attachés à l'articulation des droits nationaux et des droits européens dans la perspective de la protection des droits fondamentaux.

Au sein du système européen de garanties des droits fondamentaux, les juges nationaux occupent une place aussi centrale qu'essentielle. En effet, il leur appartient, d'une part, d'assurer le respect effectif de ces droits consacrés dans les dispositions constitutionnelles nationales, d'autre part, d'exercer leur office de juges de droit commun du droit de l'Union européenne et de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en application du principe de subsidiarité.

Le pluralisme normatif des droits fondamentaux en Europe contribue au renforcement de la protection qu'ils instaurent.

Pour autant, la superposition de niveaux de protection différents contribue à une complexification du droit et porte en germe le risque d'une fragmentation du droit. La reconnaissance d'un même droit fondamental peut, en effet, prendre appui sur des textes juridiques distincts, ne relevant pas du même ordre juridique, et dont l'interprétation revient à des juridictions différentes : CEDH, CJUE, cours constitutionnelles nationales. L'enchevêtrement normatif peut ainsi aboutir à placer le juge judiciaire national dans une situation complexe, dans laquelle il se trouve tenu de respecter tout à la fois la CEDH, la Charte des droits fondamentaux et la Constitution de son Etat.

Il peut advenir que la hiérarchie des normes consacrée par le droit européen et celle établie par le droit national diffèrent. C'est ainsi que le droit de l'Union européenne affirme sa primauté sur les normes nationales, y compris celles de rang constitutionnel, tandis que dans l'ordre interne, les règles constitutionnelles se placent au sommet de la hiérarchie des normes, sauf à ce qu'une disposition constitutionnelle établisse elle-même la primauté du droit européen.

Il est, par ailleurs, admis que des différences peuvent exister entre les ordres juridiques quant à l'intensité de protection des droits fondamentaux garantis<sup>2</sup>. Cette solution n'a pas été sans susciter auprès de certaines cours constitutionnelles nationales la crainte d'un affaiblissement du degré de protection des droits fondamentaux.

En réaction, ces cours ont, pour beaucoup d'entre elles, développé un contrôle dit d'identité constitutionnelle, par lequel elles s'autorisent à écarter l'application de dispositions du droit de l'Union européenne dès lors que celles-ci portent atteinte aux principes et valeurs constitutifs de l'identité constitutionnelle de la nation concernée. Une telle approche peut conduire à remettre en cause le principe même de primauté du droit de l'Union européenne.

Enfin, lorsqu'il apparaît qu'une disposition de droit national est contraire au droit européen, la question se pose au juge national, dans des termes le plus souvent complexes, de l'application dans le temps, immédiate ou différée, des conséquences de la constatation de contradiction ainsi opérée. D'importants enjeux s'attachent à cette question au regard, selon le cas, des impératifs de sécurité juridique et d'ordre public. C'est ainsi que plusieurs hautes juridictions nationales ont saisi la CJUE de questions préjudicielles aux fins d'apprécier la marge de liberté dont elles disposent pour aménager l'application dans le temps des dispositions du droit de l'Union européenne tendant à exclure, en principe, la conservation indifférenciée et généralisée des données de connexion.

La jurisprudence relative au mandat d'arrêt européen offre une illustration du dialogue qui peut se nouer entre juridictions européennes et juridictions nationales pour favoriser une articulation harmonieuse des systèmes juridiques au profit d'une protection renforcée des droits fondamentaux. Premier instrument de construction d'un espace pénal européen, le mandat d'arrêt européen repose sur le principe de confiance mutuelle, en vertu duquel les décisions judiciaires adoptées dans un Etat membre doivent être reconnues et exécutées dans l'ensemble des autres Etats membres, nonobstant les différences entre les systèmes pénaux nationaux. La décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et à la procédure de remise entre Etats membres prévoit des motifs de refus d'exécution limitativement énumérés. Aucun de ces motifs ne couvre toutefois l'hypothèse d'une violation ou d'un risque de violation des droits fondamentaux en cas de remise à l'Etat d'émission. Interrogée à titre préjudiciel sur la possibilité de remettre un suspect à un Etat dans lequel il risquerait de subir des traitements inhumains et dégradants, la CJUE a admis que, sur la base d'éléments objectifs, fiables et précis concernant les conditions de détention dans l'Etat membre d'émission, l'autorité judiciaire d'exécution puisse refuser l'exécution du mandat, voire y mettre fin<sup>3</sup>. Infléchissant sa jurisprudence antérieure<sup>4</sup>, la Cour de justice place ainsi le juge national au cœur de la conciliation de la primauté du droit de l'Union et de la protection des droits fondamentaux telle que prévue notamment dans la Charte des droits fondamentaux.

Un autre exemple des mérites du dialogue des juridictions peut être trouvé dans les jurisprudences relatives la prohibition des doubles poursuites pour un même fait. Dans l'ordre européen, la prohibition trouve son fondement dans le principe *non bis in idem* prévu tant à l'article 4 du Protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés

---

<sup>2</sup> Affaire C-399/11, *Stefano Melloni c. Ministero Fiscal*, arrêt du 26 février 2013.

<sup>3</sup> Affaires *Pál Aranyosi* (C-404/15) et *Robert Căldăraru* (C-659/15 PPU), arrêt du 15 avril 2016.

<sup>4</sup> Voir *supra* note de bas de page 2.

fondamentales qu'à l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Dans certains Etats de l'Union, la prohibition procède, en outre, d'un principe de valeur constitutionnelle, qu'il s'agisse du principe *non bis in idem* lui-même ou d'un autre principe produisant des effets assez proches. Ainsi, en France, les doubles poursuites ne sont pas, par elles-mêmes, prohibées mais elles ne doivent pas méconnaître le principe de proportionnalité, lequel se déduit du principe constitutionnel de nécessité des délits et des peines, énoncé à l'article 8 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

Les jurisprudences de la CEDH<sup>5</sup> et de la CJUE<sup>6</sup> convergent désormais pour permettre, sous certaines conditions, un cumul entre sanctions pénales et administratives. Si les interprétations des deux cours européennes en ce domaine aboutissent à des appréciations concordantes du respect du principe *non bis in idem*, elles n'y parviennent pas moins par des raisonnements distincts qu'il incombe au juge national d'articuler.

Si les procédures de renvoi préjudiciel et de demandes d'avis sur le fondement du Protocole n°16 favorisent le dialogue entre les juridictions nationales et les juridictions européennes, en revanche, aucun mécanisme n'organise ni ne structure un dialogue « horizontal » entre les deux cours européennes. Cette question revêt une importance particulière dans la perspective ouverte par le projet d'adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, précédemment évoqué.

Renvoi préjudiciel, demande d'avis, technique de l'interprétation conforme, présomption de protection équivalente, tels sont les outils conséquents qui permettent au juge, national ou européen, de coordonner les normes en matière de droits fondamentaux, tout en garantissant une interprétation des règles internes conforme aux engagements européens.

\*

Ces quelques éléments mettent en évidence l'imbrication des droits nationaux et des normes européennes dans le champ de la protection des droits fondamentaux que les échanges à intervenir contribueront à éclairer.

---

<sup>5</sup> CEDH, arrêt du 4 mars 2014, n°18640/10, *Grande Stevens et autres c/ Italie* ; CEDH, arrêt *A et B c Norvège*, n°24130/11 et 29758/11

<sup>6</sup> CJUE, *Åklagaren contre Hans Åkerberg Fransson* (C-617/10), arrêt du 26 février 2013 ; CJUE *Menci* C 524/15, arrêt du 20 mars 2018



*French Presidency of the Council of the European Union*

**CONFERENCE OF HEADS OF SUPREME COURTS OF THE MEMBER STATES  
OF THE EUROPEAN UNION**

*21 February 2022*

**Presentation note on the workshop organised by the Court of cassation  
"The protection of fundamental rights:  
the challenges of the articulation of national law and European laws"**

**INTRODUCTORY ELEMENTS**

This note aims to introduce the subject of the workshop dealing with the protection of fundamental rights and more particularly with the challenges of the articulation of national law and European laws in this field, while highlighting some specific issues that might be addressed during the workshop.

A theme at the intersection of international law and domestic law, the articulation of national and international standards with regard to the protection of fundamental rights raises complex questions, which are renewed by the internationalization of law. Indeed, if until the middle of the XXth century, the international treaties aimed primarily at regulating the relations between States, the last decades saw the emergence and multiplication of international standards addressed directly to the individuals, resulting in their increasing invocation in disputes brought before national courts and their application, now frequent, by the domestic judge. This is particularly true for instruments relating to the protection of fundamental rights and freedoms.

Traditionally committed to the defence of the corresponding values at the international level, European States have undertaken to build a “regional” legal system, composed of an integrated legal order and a conventional system both including a supranational jurisdictional level.

In the aftermath of the Second World War, the construction of a Europe of human rights began with the establishment, on 5 May 1949, of the Council of Europe, followed by the adoption, on 4 November 1950, of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, and of the establishment, on 21 January 1959, of the European Court of Human Rights (ECHR). At the same time, a movement to constitutionalize fundamental rights and freedoms has developed within the States.

Historically centered on economic and social matters, the construction of the European Union has nonetheless rested, from the outset, on the idea of peace between the Member States, to which the promotion and the protection of the rule of law contribute as its main principles and values. As the Court of Justice of the European Union (CJEU) has stated in its Nold judgment of 14 May 1974: “Fundamental rights form an integral part of the general principles of law, the observance of which it [the European Court of Justice] ensures”.

Until 2000 however, no European legal instrument was specifically dedicated to fundamental rights and freedoms. A provision introduced by the Treaty on the European Union, known as the Maastricht Treaty (7 February 1992), now appearing in Article 6-3, recognises that “fundamental rights, as guaranteed by the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and as they result from the constitutional traditions common to the Member States, shall constitute general principles of the Union’s law”.

A further step in the progressive constitutionalisation of fundamental rights within the legal order of the European Union has been taken with the joint proclamation by the Council, the European Parliament and the Commission of the Charter of Fundamental Rights of the European Union, at the European Council in Nice, on 7-10 December 2000. This Charter has the same legal value as treaties and is therefore legally binding. Annexed to the Lisbon Treaty (13 December 2007) which came into force on 1 December 2009, this Charter brings together in a single text all the individual, civic, political, economic and social rights recognised for the benefit of the citizens of the Union.

When it was adopted, many questions arose as to its articulation with other instruments for the protection of fundamental rights, both internal and international, in particular with the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, to which all the Member States of the Union are party. To this end, several articulation clauses have been inserted into the text of the Charter:

- a clause of equivalence of rights, by virtue of which, “in so far as this Charter contains rights corresponding to rights guaranteed by the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the meaning and scope of those rights shall be the same as those laid down by the said Convention.” (article 52, §3);
- a constitutional harmony clause, which states that, “in so far as this Charter recognises fundamental rights as they result from the constitutional traditions common to the Member States, those rights shall be interpreted in harmony with those traditions.” (article 52, §4);
- a minimum standard clause, under the terms of which “nothing in this Charter shall be interpreted as restricting or adversely affecting human rights and fundamental freedoms as recognised, in their respective fields of application, by Union law and international law and by international agreements to which the Union or all the Member States are party including the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, and by the Member States’ constitutions” (article 53).



Twenty years after the proclamation of the Charter and ten years after it was conferred a binding legal value, a large part of the questions mentioned above have now been dispelled and by the result of the interpretations adopted by the Court of Justice of the European Union, this text contributed very substantially to the emergence of an autonomous protection of fundamental rights by the European Union law.

It is nonetheless true that the articulation between national law and European laws regarding the protection of fundamental rights still raises questions.

To justify the incompatibility of the European Union's accession agreement to the ECHR with several provisions of the Treaty on EU and the Protocol No 8, in its opinion 2/13 of 18 December 2014, the CJEU stated in particular that "by failing to make any provision in respect of the relationship between the mechanism established by Protocol No 16 and the preliminary ruling procedure provided for in Article 267 TFEU, the agreement envisaged is liable adversely to affect the autonomy and effectiveness of the latter procedure". This point is among those to which the working group on the accession of the European Union to the European Convention - whose work has resumed since the beginning of 2020 - will have to answer.

The European and national "dialogue of the courts" constitutes a means for judges to ensure the link between national law and European laws. The mechanism for preliminary rulings, provided for in Article 267 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) and requests for opinions based on Protocol No 16 to the Convention for the Protection of Human Rights and fundamental freedoms, which came into effect on 1 August 2018, are its main tools.

This dialogue does not only take a procedural form. The willingness to ensure a harmonious link between rights has indeed led to the development of institutional exchanges, which are by nature more open and informal. Thus, in particular, the CJEU and the ECHR have, each as far as it is concerned, created a network of superior courts, which links them to their respective members - the Superior Courts Network and the European Judicial Network. The creation of the Network of Presidents of the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union stems from the same will.

Taken as a whole, these elements help both to structure and promote relations between national and European systems in the implementation of the protection of fundamental rights and freedoms. They thus participate in the affirmation of a European rule of law of which the citizens of the Member States are the primary beneficiaries.

### **OBJECTIVE, SCOPE AND CHALLENGES OF THE DEBATES**

Without being exhaustive, we will discuss here the main legal issues and the essential challenges of the workshop. The proposed provisional findings are naturally intended to be supplemented and, if necessary, adjusted, using the information, illustrations, comments and analyses that are invited to provide workshop participants.

The objective assigned to the workshop is, by promoting dialogue and exchange of experiences, to identify and explore the issues attached to the articulation of national and European rights regarding the protection of fundamental rights.

Within the European system for the protection of fundamental rights, national judges hold a place that is as central as it is essential. It is up to them, on the one hand, to ensure effective respect for these rights guaranteed in national constitutions, and on the other hand, to exercise their office as ordinary judges under the European Union law and the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms in application of the principle of subsidiarity.

The normative pluralism of fundamental rights in Europe helps to strengthen the protection they provide.

However, the superposition of different levels of protection contributes to the complexity of the law and carries with it the risk of its fragmentation. The recognition of the same fundamental right can, in fact, be based on separate legal texts, which do not fall under the same legal order, and the interpretation of which can belong to different jurisdictions: ECHR, CJEU, national constitutional courts. The entanglement of standards can thus result in placing the national judicial judge in a complex situation, in which he/she is required to respect at the same time the ECHR, the Charter of Fundamental Rights and the national Constitution.

It may happen that the hierarchy of standards enshrined in European law and that established by national law differ. Thus, the European Union law asserts its primacy over national standards, including those of constitutional rank, while in the internal order, constitutional rules are placed at the top of the hierarchy of standards, except when a constitutional provision itself establishes the primacy of European law.

It is also recognised that differences may exist between legal orders as to the intensity of protection of guaranteed fundamental rights<sup>7</sup>. This solution was not without arousing in certain national constitutional courts the fear of a weakening of the degree of protection of fundamental rights.

In reaction, many of them have developed a so-called constitutional identity check, by which they allow themselves to exclude the application of provisions of the European Union law when they infringe upon principles and values constituting the constitutional identity of the nation concerned. Such an approach may lead to questioning the very principle of the rule of law of the European Union.

Finally, when it appears that a provision of national law is contrary to European law, the question arises for the national court, in most often complex terms, of the application in time, immediate or deferred, of the consequences of the finding of the contradiction thus made. Important issues are attached to this question in view of, as the case may be, the requirements of legal certainty and public order. Thus, several national supreme courts have referred questions to the CJEU for a preliminary ruling in order to assess the margin of freedom available to them to adjust the application in time of the provisions of the European Union law tending to exclude, by principle, the undifferentiated and generalized storage of connection data.

The case law relating to the European arrest warrant provides an illustration of the dialogue that can be established between European courts and national courts to promote a harmonious articulation of legal systems for the benefit of an enhanced protection of fundamental rights. As

---

<sup>7</sup> CJEU, case C-399/11, *Stefano Melloni v. Ministero Fiscal*, 26 February 2013.

the first instrument for the construction of a European Criminal Justice Area, the European arrest warrant is based on the principle of mutual trust, according to which judicial decisions adopted in one Member State must be recognised and enforced in all the other Member States, notwithstanding the differences between national penal systems. The Framework Decision of 13 June 2002 on the European arrest warrant and the surrender procedure between Member States provides for limited grounds for refusal of execution. None of these grounds, however, cover the hypothesis of a violation or of a risk of violation of fundamental rights in the event of surrender to the issuing State. When questioned for a preliminary ruling on the possibility of handing over a suspect to a State in which he would risk inhuman and degrading treatment, the CJEU admitted that, on the basis of objective, reliable and precise information concerning the conditions of detention in the issuing Member State, the executing judicial authority may refuse the execution of the warrant, or even terminate it<sup>8</sup>. Bending its previous case-law<sup>9</sup>, the Court of Justice thus places the national judge at the heart of the reconciliation of the primacy of Union law and the protection of fundamental rights as provided in particular in the Charter of Fundamental Rights.

Another example of the merits of the dialogue of the courts can be found in the case law relating to the prohibition of double proceedings for the same fact. In the European order, the prohibition finds its basis in the *non bis in idem* principle provided for both in Article 4 of Protocol No. 7 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and in Article 50 of the Charter of Fundamental Rights of the European Union. In some States of the Union, the prohibition also derives from a principle of constitutional value, whether it is a question of the principle *non bis in idem* itself or of another principle producing fairly similar effects. [Thus, in France, double proceedings are not, by themselves, prohibited but they must not disregard the principle of proportionality, which is deduced from the constitutional principle of necessity of offenses and penalties, set out in Article 8 of the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen].

The case laws of the ECHR<sup>10</sup> and the CJEU<sup>11</sup> now converge to allow, under certain conditions, a combination of criminal and administrative sanctions. While the interpretations of the two European courts in this area lead to consistent assessments of compliance with the *non bis in idem* principle, they achieve this with separate reasonings which the national courts have to articulate.

While the procedures for preliminary rulings and requests for an opinion on the basis of Protocol No. 16 promote dialogue between national courts and European courts, no mechanism organises or structures a "horizontal" dialogue between the two European courts. This question is of particular importance in the perspective opened up by the European Union's plan to accede to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, mentioned above.

Procedure for a preliminary ruling, request for an opinion, technique of confirming interpretation, presumption of equivalent protection, these are the main tools which allow the

---

<sup>8</sup> CJEU, cases *Pál Aranyosi* (C-404/15) and *Robert Căldăraru* (C-659/15 PPU), 15 April 2016.

<sup>9</sup> Please refer to footnote 1

<sup>10</sup> ECHR, 4 March 2014, n°18640/10, *Grande Stevens and others v. Italy* ; ECHR, case *A and B v. Norway*, n°24130/11 and 29758/11

<sup>11</sup> CJEU, *Åklagaren v. Hans Åkerberg Fransson* (C-617/10), 26 February 2013 ; CJEU *Menci* C 524/15, 20 March 2018

judge, national or European, to coordinate the standards in terms of fundamental rights, while guaranteeing an interpretation of internal rules in line with European commitments.

\*

These few elements highlight the interweaving of national rights and European standards in the field of the protection of fundamental rights, which the workshop will further explore.